



Mettre fin à la violence contre l'UGTT(Déclaration commune CSI - CES)

Geplaatst op maandag 17 december 2012 | 

 SHARE

13 décembre 2012 : Enfin, les autorités tunisiennes ont accepté de reconnaître officiellement les actes de violences dont le siège de la centrale syndicale UGTT a été le théâtre le 4 décembre dernier et de les condamner.

Après avoir tenté de minimiser les faits, le gouvernement tunisien a ouvert, le 11 décembre, de nouvelles négociations avec la direction syndicale qui ont conduit à un Accord dans lequel il s'engage à mettre en place une commission d'investigation mixte pour identifier les responsables de violences qui ont eu contre les locaux des syndicats depuis plus d'une année et en vue de poursuivre leurs auteurs en justice dans un délai ne dépassant les quarante jours, en contrepartie de l'annulation de la grève générale annoncée par l'UGTT pour le 13 décembre.

En effet, ce n'est la première fois que des milices qui agissent sous la protection du Parti « Ennahdha » au pouvoir, commettent des agressions physiques contre des syndicalistes, journalistes, femmes, militants des droits de l'homme et dirigeants de partis politique de l'opposition. Jusqu'à la dernière agression contre le siège central de l'UGTT, ces milices ont commis leurs forfaits dans l'impunité la plus totale. Pour le mouvement syndical européen et international- dont plusieurs représentants étaient présents à Tunis ces derniers jours en signe de solidarité avec l'UGTT - il est absolument urgent que le gouvernement tunisien respecte l'engagement qu'il vient de prendre pour mettre fin aux agissements sanguinaires de ces milices.

La Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES) considèrent inacceptable cette situation, car elle permet à des milices armées de semer la terreur dans les rues de Tunisie sans une réaction des pouvoirs publics, sans que des mesures conséquentes ne soient prises à l'encontre de leurs auteurs et sans que Justice ne soit rendue contre leurs coupables Il est clair que le recours de ces milices à la violence systématique vise à saper le processus de transition démocratique engagé en Tunisie depuis la chute de la dictature en janvier 2011.

C'est pourquoi le mouvement syndical européen et international appelle à la plus grande solidarité internationale avec l'UGTT dans sa lutte contre la violence et les atteintes aux droits et libertés syndicales et publiques.

Dans ce sens, la CSI et la CES s'engagent, avec l'ensemble de leurs affiliés, à saisir leurs gouvernements respectifs et les institutions européennes et internationales, de la situation qui prévaut en Tunisie et de la menace que représente l'existence de ces milices armées non seulement contre les syndicats mais pour l'avenir de la démocratie dans ce pays.

« Nous resterons extrêmement vigilants dans les semaines à venir pour nous assurer du respect des engagements du gouvernement tunisien à mettre un terme à la violence antisyndicale et à poursuivre en justice les auteurs des récentes exactions contre l'UGTT et ses militants », a déclaré la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.